

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

ISSN 0026-9433 - n° 1251

27 septembre au 3 octobre 2001

10 F - 1,52 €

États-Unis :

« Nous allons répandre la démocratie. »



Gênes - New York - Kaboul, la ligne infernale

Plusieurs minutes de silence en Amérique et de part le monde après les attentats du World Trade Center, près de six mille victimes enregistrées pour le moment. Zéro seconde de silence nulle part, ou presque, après la tragédie rwandaise, un million de morts au moins. Un million ! Et combien de minutes pour d'autres conflits ? Pour d'autres civils pris en otage, terrorisés, tués ? Car ce sont d'abord les civils qui sont frappés dans ces situations-là. C'est un aspect essentiel à considérer à moins de faire sienne la rhétorique gauchiste du « tout est politique » qui glisse facilement vers le « personne n'est innocent », un peu sur le mode du postulat chrétien du « péché originel » et du « tous coupables ».

Dans le *downtown* de Manhattan quelques traders et décideurs ont perdu la vie, mais également beaucoup de simples travailleurs, passants ou sans-abri... Ceux qui voudraient donner à l'attentat du WTC une coloration anti-capitaliste se trompent lourdement. Ce n'est pas la Bourse de Wall

Street qui a été visée. Ce n'est pas non plus la puissance économique américaine qui est déstabilisée, au-delà du symbole. D'ailleurs, dès la réouverture de Wall Street, les cours n'ont pas plongé comme le prédisaient quelques pseudo-spécialistes avides de sensationnel. On a même pu voir deux choses : que le « marché », ce substantif neutralisé derrière lequel opèrent des acteurs en chair et en os porteurs de valeurs matérielles, bien que jamais nommés, savait pertinemment se « réguler » ; et que les gouvernements centraux, vecteurs d'un « pouvoir public », pouvaient intervenir de façon efficace. Ce qui relativise au passage le pseudo-débat entre souverainistes et libre-échangistes...

Le plongeon de la Bourse enregistré dix jours après correspond à deux phénomènes : il prolonge la récession de l'économie américaine qui remonte à plusieurs mois ; il traduit une inquiétude momentanée des investisseurs quant à la riposte américaine. Mais gageons que dès les premières frappes l'indice Dow Jones se regonflera.

Non, les auteurs des attentats qui, compte tenu de leurs moyens, ont fatalement des

Suite en page 3.

•••••

Cinéma et anarchie

page 4 et 5

Noam Chomsky

page 6 et 7

•••••

Radio libertaire à 20 ans

Epsilonia fait la fête

Samedi 29 septembre 2001 à 20 h 30
Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil
Entrées : 60 F ou 40 F

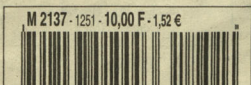
Renseignements
epsilonia@free.fr

01 42 87 25 91 (Instants chavirés)

L'émission Epsilonia fête les 20 ans de Radio libertaire en invitant trois groupes de musique improvisée, un duo et deux quartettes pour donner un échantillon de la création actuelle :

les Photogénistes, Chamaeleo
Vulgaris et Xavier Charles &
Jérôme Jeanmart.

Ce concert sera retransmis en direct sur Radio libertaire (89.4, en région parisienne) à partir de 21 heures.



FIP 2520

Vie du mouvement

Éditorial

UN AMI CHILIEN m'a dit comme ça la semaine dernière : « Tu te rappelles du 11 septembre 1973? » On avait alors vingt ans. Et puis il nous est revenu la tête d'Allende. Casquée, angoissée, scrutant le ciel, une mitraillette à la main, encore en habit de président. Une image en noir et blanc qui a fait le tour du monde. On ne parlait pas de terrorisme à l'époque. Ou si mal. Ou si peu. Décidément nous avions tort.

Allende est devenue une cité sans âme de ma banlieue nord. Des tours. Trois ou quatre dealers. Des pelouses râpées. Allende quoi! Bâtiment 5, escalier A. Au bout de la ligne 13.

Nous étions « Yankee go home », nous étions « Johnson assassin », nous étions vietnamiens, cubains, nous étions tout, pourvu que le gendarme du monde se brise les dents, courbe l'échine. L'arrogance primait le droit et l'ennemi de classe était clairement identifié.

Alors, que dire ? Salut à toi femme de ménage porto-ricaine qui n'a pas eu le temps de finir ton service ce mardi matin, salut à toi victime de ces ordures pour lesquels la vie humaine ne vaut rien. Les terroristes puent des pieds, ces salopards ne méritent que le mépris et l'insulte. Même si eux-mêmes les ont subis depuis plusieurs générations. On ne joue pas avec le feu. Ni d'un côté ni de l'autre. Confondre justice et vengeance a toujours été la politique du pire. Il y a fort à parier que les populations civiles afghanes vont encore supporter les pires saloperies qu'on puisse imaginer. Comme s'ils en avaient encore besoin ! Fanatisme et manipulation mentale contre puissance de l'argent. Formidable affrontement entre ceux qui n'ont rien à perdre et les autres qui ont tout à préserver. Sans parler des choses qui fâchent : oléoducs en Asie centrale, tu me donnes le feu vert pour massacrer les Tchétchènes et je laisse atterrir tes beaux navions. Et les millions de Chinois qui ne sont pas bien loin, faudrait pas trop qu'ils la ramènent. On va voir ce qu'on va voir...

Cette guerre ne sera pas la nôtre.

Nous pouvons toujours sautiller de plaisir en voyant la Bourse se péter la gueule un peu plus chaque jour. Même si nous risquons d'en subir les conséquences, à nous de savoir y apporter les solutions qui conviennent. Les petits yuppies à merde ruinés, une fois de plus, seront bien loin d'être notre problème. Nous aussi, nous avons un monde à gagner.

Agenda

Du 22 septembre au 4 octobre

- Paris (75) : exposition Le mouvement espérantiste international. Espace Louise-Michel, 42^{me}, rue des Cascades, 20^e, de 14 à 19 heures.

Jeudi 27 septembre

- Paris (75) : comme tous les jeudis et tous les samedis, rassemblement des sans-papiers place du Châtelet, entre 17 heures et 19 heures.
- Versailles (78) : le Mouvement de l'immigration et des banlieues organise « le procès de la justice » initiée par ATTAC au centre culturel de Bouxwiller (67330). Stands variés, agora, forums, collations et ziziques, bonnet d'âne ou phrygien en option...
- Paris (75) : manifestation pour les droits des femmes en Afghanistan, à 14 heures, place de la République.
- Rouen (76) : manifestation du collectif « sans-papiers » à 15 heures place de la Cathédrale.

Samedi 29 septembre

- Paris (75) : festival *L'anarchisme vu par et au travers du cinéma* (voir programme dans ce même numéro).
- Bouxwiller (67) : de 14 heures à l'aube. La liaison Bas-Rhin de la FA participera à la « fête citoyenne » initiée par ATTAC au centre culturel de Bouxwiller (67330). Stands variés, agora, forums, collations et ziziques, bonnet d'âne ou phrygien en option...
- Paris (75) : manifestation pour les droits des femmes en Afghanistan, à 14 heures, place de la République.
- Rouen (76) : manifestation du collectif « sans-papiers » à 15 heures place de la Cathédrale.

Dimanche 30 septembre

- Paris (75) : festival *L'anarchisme vu par et au travers du cinéma* (voir programme dans ce même numéro).
- Paris (75) : journée de soutien aux inculpés de Gènes et à Samizdat. Concert avec Ecowar, The Pinkos et les Jardiniers clandestins. Au CICR, 21^{me}, rue Voltaire, à 17 heures.
- Paris (75) : spectacle *Le cabaret anarchiste à la Belle-Epoque* (extraits de pièces de Darien, Mirbeau, Louise Michel, etc. et chansons) au théâtre de Fortune, 12, rue de l'Ermitage.
- Merlieux (02) : vous pourrez rencontrer et soutenir les militants du Loup noir lors de la fête du Livre.

Mercredi 3 octobre

- Paris (75) : comme tous les mercredis, rassemblement pour Mumia Abu-Jamal, place de la Concorde, entre 18 heures et 20 heures, à l'appel du COSIMAPP.

Vendredi 5 octobre

- Ivry (94) : réunion publique *Le capitalisme en ordre de guerre* à partir de 20 heures à la salle de la CAT, 37, rue Saint-Just, M^o Mairie-d'Ivry, organisée par le Groupe libertaire d'Ivry (FA).

- Paris (75) : exposition *Montmartre 2001*, ateliers portes ouvertes à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M^o Abbesses) de 18 heures à 21 heures.

- Marseille (13) : rencontre avec Jean-Jacques Gandini autour du livre *Lau Sanching, dix ans dans les camps de travail chinois, 1981-1991* (Paris, Dagorno, 2001) dont il est le préfacier. Organisée par les associations Histoire radicale et Mille Babords à 19 heures, au local de Mille Babords, 61, rue Consolet, 13001 Marseille (Métro Réformés-Canebière)

Samedi 6 octobre

- Paris (75) : Exposition *Montmartre 2001*, ateliers portes ouvertes à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M^o Abbesses) de 14 heures à 20 heures.

- Saint-Denis (93) : de 7 heures à 21 heures, vous pourrez rencontrer les militants du groupe Henry-Pouillat (FA) sur le stand du Vent du Ch'min (stand n^o 67, rue de la Légion-d'Honneur (ou d'Horreur). Le stand sera construit autour de la campagne « transports gratuits ».

Dimanche 7 octobre

- Paris (75) : exposition *Montmartre 2001*, ateliers portes ouvertes à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M^o Abbesses) de 14 heures à 20 heures.

Lundi 8 octobre

- Toulouse (31) : meeting-débat sur le nucléaire et les luttes antinucléaires, animé par un compagnon libertaire du Comité de lutte anti-nucléaire poitevin, organisé par le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste. À 20 h 30, salle Barcelone, 22, allée de Barcelonne.

Mercredi 10 octobre

- Rennes (35) : 20 h 30 à la Maison du Champ-de-Mars, le groupe La Commune de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur le thème : Le capitalisme en ordre de guerre.

À la petite semaine

L'écrivain le plus con

Il faut avoir la sagacité d'un intellectuel de haut vol, après lecture des textes fondamentaux des grandes religions et examen attentif de leur application concrète au long de l'histoire, pour discerner, comme le dit Houellebecq de l'islam, « la religion la plus con ».

Il apparaît en effet que la compétition fut, reste et restera des plus rudes entre contes à dormir debout et crimes innombrables que les « Gott mit uns », « Allah Akhbar », « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens » et autres âneries pieuses ont sanctifiés.

Dans les paquets de lessive, le produit est identique, même si les marques diffèrent. Choisir parmi les religions celle qui élimine l'impie le plus efficacement et sans laisser de traces, même si l'actualité en désigne une, est aussi ridicule et vain que de vouloir distinguer à chaque rentrée littéraire l'écrivain le plus con derrière les provocations minables et coups médiatiques vendeurs, même si cette année Houellebecq caracole en tête.

Floréal

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublert
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n^o 55 635
Imprimerie : Hebdio 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - Hebdio 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n ^o	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n ^o	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n ^o	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n ^o	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande.
Pour les détenus et les chômeurs, 30 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande, uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n^o (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
 Règlement à l'ordre de Public (à joindre au bulletin).

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Suite de la page une

actions liées à la prospérité du marché financier mondial, et donc de Wall Street, n'auraient pas commis un tel suicide, laissant celui-ci à leurs soldats endoctrinés. D'aucuns affirment même que l'attaque est liée à des spéculations préalables sur le cours des assurances et des compagnies aériennes! Comme quoi l'efficacité des « gendarmes de la bourse » qui aurait pu alerter les dirigeants est égale à celle des « services secrets ». À moins que tout ce beau monde ait été au courant, pour tout ou partie? C'est une hypothèse peu probable en la circonstance, mais possible. La fameuse attaque japonaise sur Pearl Harbor en décembre 1941, souvent rappelée à la mémoire ces jours-ci mais de façon bien tronquée, était ainsi connue des espions américains et du président Roosevelt en personne, lequel a choisi le « laisser faire » pour imposer l'intervention des États-Unis dans la guerre (sans oublier de déplacer les porte-avions de la rade hawaïenne afin de garder les armes essentielles de la contre-offensive). Les rochers afghans ont cependant moins d'intérêt pour la puissance américaine que ne l'avait le contrôle de l'Asie-Pacifique au détriment du Japon. Personne, à ce propos, n'a rappelé que les deux bombes atomiques lancées par l'armée américaine en 1945 sur Hiroshima et Nagasaki ont fait, en quelques secondes et leurs suites, plus de 200 000 morts, ouvrant ainsi l'ère de la terreur nucléaire...

Un désordre mondial dominé par la puissance américaine

Plusieurs minutes de silence, zéro seconde : cet écart de temps pourrait résumer à lui seul l'inégalité du nouveau désordre mondial dominé par la puissance américaine. Là encore, ceux qui voudraient néanmoins donner aux attentats du 11 septembre une coloration anti-impérialiste contestant cette inégalité font également fausse route. Certes les attaques visent apparemment l'hégémonie américaine. Mais, d'une part, leurs auteurs obéissent à d'autres motifs, qui relèvent probablement d'un fondamentalisme religieux n'ayant que faire d'un quelconque paradis terrestre et d'une quelconque justice sociale; ils véhiculent aussi par le choix de leur cible des sentiments anti-urbains ou anticosmopolites redoutables, les Twin Towers étant tout autant les symboles d'une cité que d'une richesse. D'autre part, c'est à l'aune des résultats prévisibles sur le plan géopolitique qu'il faut bien juger ces actes militaires.

Or que va-t-il se passer sinon un durcissement accru de l'intervention américaine partout dans le monde, et une mise au pas des populations récalcitrantes? Le régime de Saddam Hussein, maintenu par la guerre du Golfe, qui était pourtant censé l'abattre, a cependant encore quelques beaux jours devant lui, de même que celui des ayatollahs iraniens. Par conséquent, les victimes civiles irakiennes des bombardements et des blocus, bien oubliées, ne vont pas disparaître. En outre si ces dictateurs nouent des alliances jusqu'à Kaboul, la paix n'est pas pour demain dans cette partie du monde. Quant à la résolution du conflit israëlo-palestinien, il suffit de voir les faces blêmes d'Arafat et de ses conseillers dès le 11 septembre pour comprendre qu'ils redoutent d'être les dindons de la tragédie tant le discours anti-terroriste généralisé risque de s'appliquer en premier lieu à la résistance palestinienne.

Enfin, le mouvement anti-globalisation qui, non sans ambiguïté, prenait des formes d'anti-américanisme, comme au beau temps du tiers-mondisme gauchiste et des brigades rouges italiennes, allemandes ou japonaises avec les résultats que l'on sait, va subir une surveillance renforcée. Au-delà des vigipirates momentanés un peu partout dans le monde, une répression accrue se profile. Mais là non plus, il ne faut pas se tromper. Les manifestations à Seattle, Göteborg ou Gènes ne gênent guère les dirigeants à l'instant même et au lieu même. Ce qu'ils craignent, c'est une structuration efficace de ce mouvement. Ils redoutent qu'il se fonde sur une alternative sociale et civilisationnelle crédible, sérieuse. Au-delà des manifestations, des arrestations et même d'un mort à Gènes, c'est l'infiltration lente et sournoise, le travail de sappe, la contre-offensive idéologique qui sont à craindre.

La réponse du mouvement libertaire et alternatif doit être lucide, et sans ambiguïté. Proclamer après Gènes qu'il n'y aura « ni pardon ni paix » nous engagerait sur un che-

min dangereux. Cela ressemble trop aux propos de W. Bush. L'émotion légitime qui est suscitée par la répression génoise va rencontrer d'autres émotions qui peuvent être tout aussi légitimes mais qui sont déjà instrumentalisées par les médias et les dirigeants pour affirmer leur choix de guerre. On le voit bien depuis le 11 septembre. Le combat émotionnel est non seulement inégal mais risqué. En outre, l'histoire du passé comme du présent nous montre que toute haine une fois suscitée peut emprunter un autre chemin par la suite. Ainsi les citoyens de Sarajevo vivaient-ils en bonne entente, mais la guerre s'est focalisée sur des clivages ethniques ignorés jusque-là. Les déchirements et les cicatrices qui en ont résultés auront bien du mal à se résorber dans le contexte actuel. Ils hypothèquent sur des clivages ethniques ignorés jusque-là. Les déchirements et les cicatrices qui en ont résultés auront bien du mal à se résorber dans le contexte actuel. Ils hypothèquent sur des bases sociales trans-ethniques. Car la gestion directe, il ne suffit pas de la vouloir théoriquement, il faut la pratiquer concrètement avec les voisins. Or si les voisins se détestent d'emblée...

La race l'emporte sur la classe, c'est la grande victoire des dirigeants américains. Car contrairement aux multiples allégations entendues de-ci de-là, ceux-ci ont un projet géopolitique. C'est celui-là. Depuis la décomposition de l'empire soviétique (1989), il est mis en place, comme le prouve la guerre du Golfe déclenchée aussitôt après (1991). Il se poursuit, et il porte un nom : celui du « choc des civilisations », qui permet de masquer des intérêts économiques et géopolitiques bien réels sous des rivalités ethno-culturelles au besoin suscitées et ressuscitées. Sur ce plan, dirigeants américano-occidentaux et fondamentalistes de toute sorte partagent cyniquement la même position. En outre, le gouvernement américain soutient à fond des États religieux musulmans particulièrement réactionnaires comme l'Arabie saoudite ou le Pakistan. Il a formé, encadré, armé les talibans et autres Ben Laden. Il a encouragé des fractions national-musulmanes en Bosnie et au Kosovo, voire en Algérie. Cet « arc islamique » des États-Unis vise à contrer des concurrents, hier l'Union soviétique en Afghanistan, aujourd'hui l'Europe dans le monde méditerranéen. Combien de sang va-t-il coûter?

Pas de vengeance, mais la justice

Ce n'est pas à la vengeance mais à la justice qu'il faut en appeler. Justice partout, pour tous les opprimés, les exploités et les dominés! Le combat pour la justice n'est pas le même que celui de la loi du talion. La marge de manœuvre, qui risque de se rétrécir, dispose néanmoins de cinq axes.

1. Toute alternative sociale sérieuse, c'est-à-dire globale, transnationale, ne peut faire l'économie du peuple américain. Il semble difficile, au moins pour le moment, que celui-ci puisse infléchir la politique de ses dirigeants qui ont suscité tant de haine, tant d'inégalité et tant d'injustice. Il semble même difficile que les Américains s'interrogent sérieusement sur le rôle des États-Unis. Pour favoriser la prise de conscience, il ne faut pas se comporter en idéologue mais pratiquer, ce qui est plus difficile, la solidarité. Sur place, ici et maintenant, le combat anti-globalisation doit être un combat réellement anti-capitaliste et autogestionnaire qui n'oppose pas des peuples à d'autres, quitte à déconstruire l'idée de peuple.

2. Le mouvement libertaire et alternatif doit réadapter sa vision du monde qui n'est plus celui du XIX^e siècle, ni, déjà, du XX^e siècle. L'option marxiste a discrédité l'idée même de révolution, repoussant l'idéal social dans les illusions du consumérisme ou du fondamentalisme. Le choix d'un changement social drastique ne peut plus être posé idéologiquement comme postulat mais reconstruit à la base, comme suite logique, à terme, de tous les combats sociaux, micro ou macro, difficiles à fédérer. L'option des luttes de libération nationale, plus ou moins tiers-mondiste, avec leurs avatars occidentaux multiformes et brouillés (Irlande, Corse, Pays Basque, Padanie, Kosovo, Québec, etc.), n'a pas ouvert la voie à la reconstruction sociale mais au culte identitaire et aux dérives ethno-nationalistes. Le radicalisme fondamentaliste a remplacé le vieil internationalisme prolétarien, l'humanité est découpée en blocs civilisationnels considérés comme potentiellement hostiles. L'universalisme est à réhabiliter.

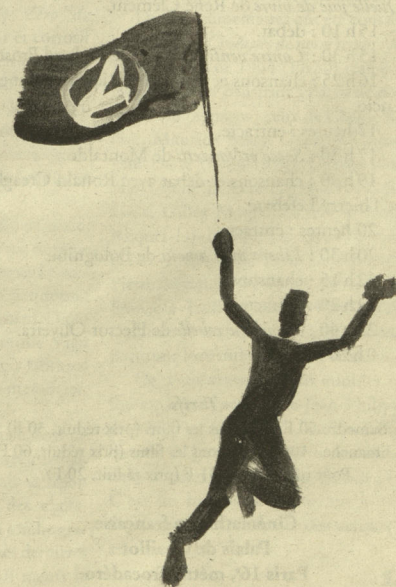
3. Qu'on se tourne partout dans le monde, on constate que les principales guerres sont des conflits religieux, ou à forte base religieuse : Irlande, Palestine, Tchétchénie, Sri Lanka, Nigeria, Mindanao, Algérie, etc. C'est décidément le principe religieux qui constitue l'un des moteurs de haine et de guerre contre l'humanité, c'est sa responsabilité qu'il faut remettre en avant. Mais cette tâche est singulièrement compliquée par l'héritage historique du XX^e siècle qui nous a montré que le développement de la science ou du rationalisme n'avaient pas débouté *ipso facto* l'illusion mystique hors du champ social et humain. Le fondamentalisme radical prospère avec ses corollaires que sont le machisme et le patriarcat. La désillusion procurée par l'imposture marxiste et l'*aggiornamento* plus ou moins localisé des trois monothéismes, qui cherchent parfois à promouvoir des formes de tolérance, constituent deux autres facteurs nouveaux à prendre en compte. S'y ajoutent enfin, notamment en France, les ambiguïtés de la laïcité officielle.

4. L'application de ce programme passe en France dans des lieux et des couches sociales, les banlieues défavorisées par exemple, que le mouvement libertaire et alternatif touche peu, quoi qu'en prétendent les rodomontades de quelques-uns. Là, la misère sociale et morale, la came, le machisme, la débrouille ou bien les réseaux d'entraide fondamentalistes sont déjà plus forts. Mais les nouvelles générations d'immigrés doivent en finir avec l'idée de Dieu-Allah comme nos aïeux en ont fini avec celles de Dieu-Jésus si l'on veut que le « ni Dieu ni maître » ait une moindre chance de passer la rampe.

5. Une vaste classe moyenne, influente quantitativement et qualitativement, a émergé au cours du XX^e siècle. Issue de l'évolution même du capitalisme, prévue par Proudhon mais – ce n'est pas un hasard – pas par Marx, elle résulte largement des acquis sociaux et des compromis obtenus par le syndicalisme. Elle constitue une nouvelle donne que ne connaissaient pas le socialisme naissant de la 1^{re} Internationale, ni même l'Espagne de 36. Elle ne concerne pas seulement les métropoles de l'Occident et du Japon mais aussi celles de l'ex-tiers-monde. Cet élément doit être plus que jamais pris en compte à moins de s'en tenir à des rêveries passésistes et illusoire. C'est, notamment, la classe moyenne qui a permis la victoire du fascisme en Europe dans les années 1920 et 30. Elle ne doit pas, de nos jours, consacrer le succès d'un post-fascisme qui se dessine en Italie, en Autriche ou dans d'autres parties du monde.

Entre Gènes, New York et Kaboul, les dirigeants tendent une ligne qui va se transformer en étai. Au mouvement libertaire et alternatif d'être capable de se dépasser et de travailler sans sectarisme avec toutes les bonnes volontés pour le desserrer.

Philippe Pelletier





L'anarchisme vu par et à travers le cinéma

La Cinémathèque française, en collaboration avec Radio libertaire et la librairie Publico, présente un cycle cinématographique

Samedi 29 septembre

- 19 heures : présentation.
- 19 h 15 : *le Vieux Docker* d'Armand Guerra.
- 19 h 20 : *les Misères de l'aiguille* d'Armand Guerra.
- 19 h 35 : *la Commune* d'Armand Guerra.
- 20 h 00 : *Nestor Makhno, paysan d'Ukraine* d'Hélène Châtelain.
- 21 h 00 : entracte.
- 21 h 15 : chansons et débat avec Hélène Châtelain (sous réserve).
- 22 heures : *Zéro de conduite* de Jean Vigo.
- 22 h 45 : *Metello* de Bolognini.
- 0 h 30 : chansons.

Dimanche 30 septembre

- 11 heures : présentation.
- 11 h 10 : documentaire sur le II^e congrès de la CNT, juin 1931 (Madrid).
- 11 h 20 : *Requiem pour un cinéaste espagnol (Armand Guerra)* de E. Fernandez.
- 12 h 10 : chansons et débat avec Vicenta Estivalis Ricart (fille d'Armand Guerra) et Antonia Fontanillas (sous réserve) pour le congrès de 1931.
- 12 h 40 : entracte.
- 13 heures : *Libertarias* de Vicente Aranda ou *Quelle joie de vivre* de René Clément.
- 15 h 10 : débat.
- 15 h 30 : *Contre vents et marées* de Richard Prost.
- 16 h 25 : chansons et débat avec Richard Prost et Lucio.
- 17 heures : entracte.
- 17 h 30 : *Sacco et Vanzetti* de Montaldo.
- 19 h 30 : chansons et débat avec Ronald Creagh et Thierry Lefebvre.
- 20 heures : entracte.
- 20 h 30 : *Libera mon amour* de Bolognini.
- 22 h 15 : chansons.
- 22 h 20 : entracte.
- 22 h 40 : *Patagonie rebelle* de Hector Oliveira.
- 0 h 20 : débat et fin.

Tarifs

Samedi : 50 F pour tous les films (prix réduit, 30 F)
Dimanche : 100 F pour tous les films (prix réduit, 60 F)
Pour une séance : 31 F (prix réduit, 20 F).

Cinémathèque française
Palais de Chaillot
Paris 16^e, métro Trocadéro

L'aventure de la coopérative du cinéma du peuple

« **D**is donc, tu sais que tu devrais faire du cinéma!

– J'en ai fait! *Les Misères de l'aiguille!*

– Oh, mais qu'est-ce que c'est que ça?

– C'est un film fauché produit par une coopérative : le Cinéma du peuple.

– Alors ça! Jamais entendu parler!

– Pardi! c'est pas du cinéma commercial, c'est un groupe d'artistes libertaires encouragés par Sébastien Faure et Jean Grave. Alors on tourne des films pour servir la cause ouvrière, et on les projette dans les maisons du peuple et dans les meetings syndicalistes.

– Mais que fais-tu avec tous ces anarchistes?

– Tu oublies que je suis la fille de Jacques Roques, fondateur de *l'Idéal social*, premier journal à rédaction entièrement féminine.

– Ah oui! Je me souviens maintenant : l'égalité des sexes, le vote des femmes, oh, suffragette va!

– Mais, nous y viendrons monsieur Navarre, si j'ai passé mon brevet à quinze ans, c'est pour combattre des misogynes tel que vous!

C'est par ce dialogue imaginaire entre les acteurs Musidora et Navarre, extrait du téléfilm *Musidora* de 1973 que Jean-Christophe Avery évoqua les débuts de Musidora au cinéma.

Le Cinéma du peuple fut pour quelques mois (1913-1914) un moyen de propagande original pour les libertaires, le premier cinéma militant de l'histoire du cinéma est alors né. Complètement oublié des anarchistes, y compris des fondateurs, seuls quelques historiens du cinéma dont Sadoul l'évoquèrent. Les articles de Laurent Mannoni dans la revue 1895 (l'année 1913 en France) et de Tanguy Perron dans *le Mouvement social* (n° 172) contribuèrent à en ressusciter la mémoire.

Les anarchistes furent d'abord réticents vis-à-vis du cinéma, n'avait-il pas servi aux forces de l'ordre à identifier des émeutiers lors de grèves ouvrières? L'un des premiers à l'avoir utilisé, pour des projections, fut un anarchiste de Marseille, Gustave Cauvin. Ses campagnes antialcooliques, néomalthusiennes et antimilitaristes sont étroitement surveillées par la police. Voici le témoignage de Jean Calandri rapporté par Henri Poulaille dans *Mon ami Calandri* :

« Mon ami Gustave Cauvin était le confrencier officiel et moi son aide bénévole pour la préparation matérielle de ses conférences avec cinéma. Mon rôle consistait à amener depuis la gare des trains de banlieue la plus proche de la salle, le matériel qui consistait, outre l'appareil de projection, en une grosse bouteille de gaz acétylène pour la projection des films, car l'éclairage électrique n'avait pas encore remplacé le gaz de ville, puis à la cadence de mes bras, je tournais la manivelle pour le déroulement des bandes, pendant que Cauvin parlait. Nous avons fait ainsi presque le tour de Paris, et plus tard de Lyon. »

En 1913, Paris possède plus de 200 salles de cinéma et un million de spectateurs par an. Le congrès de la Fédération communiste-anarchiste révolutionnaire se déroule les 15, 16 et 17 août 1913 à la Maison des syndiqués, 18, rue Cambronne à Paris. Une note de la préfecture de police est aussitôt rédigée le 18 août : « À la fin du congrès anarchiste-communiste, on a annoncé la formation d'un comité dont le but est de monter un cinématographe destiné à faire de la propagande anarchiste. »

Le Cinéma du peuple, société coopérative anonyme à capital et personnel variables, est fondé officiellement devant notaire le 28 octobre 1913. L'article 6 de l'acte de fondation révèle ses principes libertaires : la société s'interdit toute action et propagande électorales; aucun de ses membres ne pourra se prévaloir de son titre ni de ses fonctions pour briguer un mandat électif sous peine de radiation. La société s'efforcera d'élever l'intellectualité du peuple. Elle restera constamment en communion d'idées

avec les groupements divers du prolétariat qui sont basés sur la lutte de classes et qui ont pour but la suppression du salariat par une transformation sociale économique.

Les fondateurs sont presque tous libertaires : Sébastien Faure (fondateur de *Libertaire*), Jean Grave (administrateur des *Temps nouveaux*), Pierre Martin (rédacteur au *Libertaire*), André Girard (rédacteur des *Temps nouveaux*), Charles-Ange Laisant, mathématicien anarchiste, Gustave Cauvin (déjà cité), Robert Guérard (chansonnier révolutionnaire), Félix Chevalier (coiffeur), Jane Morand, Henriette Tilly, Emile Roussel, Paul Benoist, Louis Oustry (avocat) Yves-Marie Bidamant, militant syndicaliste des chemins de fer, en est le secrétaire.

L'activité du Cinéma du peuple est connue surtout par les articles que son administration faisait publier dans le *Libertaire*, la *Guerre sociale*, les *Temps nouveaux* et surtout la *Bataille syndicaliste* qui était quotidien. Voici l'un des articles les plus intéressants en forme de bilan, paru dans le *Libertaire* du 30 mai 1914 :

Une œuvre qu'il faut soutenir

« Il y a quelques mois, lorsque le Cinéma du peuple annonçait sa naissance au public, il n'y eut qu'un cri : « Encore une œuvre mort-née! »

Les militants sont en effet, blasés sur ces tentatives qui avortent piteusement. Pourquoi en effet, seconder une tentative que l'on sait vouée à l'échec? Voici pourtant un effort qui semble donner un démenti aux pronostics des mauvais augures.

Le Cinéma du peuple, fondé il y a quelque huit mois, vit encore! mieux, il veut se développer! Mis au monde le 28 octobre 1913, avec un capital de 1000 F, l'Assemblée générale du 17 mai 1914 vient de porter le capital social à 30 000 francs en créant 600 parts sociales de 50 F chacune. Savez-vous ce que le Cinéma du peuple a fait avec ce début modeste et des ressources insignifiantes?

Voici d'abord *les Misères de l'aiguille*, un drame émouvant où une femme est aux prises avec les difficultés de la vie, et qui n'est sauvée que grâce à l'action solidaire des travailleurs. Puis *la Commune*, du 18 au 28 mars 1871, film qui fut donné avec le succès que l'on sait au palais des Fêtes, à la fin de mars de cette année. Enfin, *le Vieux Docker* et *Victime des exploités*, deux drames très poignants où l'on voit défiler sur l'écran une page douloureuse de la vie de deux travailleurs.

Le Cinéma du peuple a cinématographié les obsèques de Pressensé (le 22 janvier 1914, ndlr). Pas un cinéma bourgeois n'a envoyé un opérateur « tourner » les funérailles d'un grand socialiste et d'un honnête homme (il était le président de la Ligue des droits de l'Homme, ndlr).

Depuis sa fondation, le Cinéma du peuple a édité 4 895 mètres de positifs (3 h 30, ndlr). Il a des correspondants en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Italie, en Amérique du Nord et à La Havane. C'est une œuvre qui tend à devenir internationale.

Des scénarios sont prêts à être tournés. *Francisco Ferrer!* ce titre fera revivre la belle vie de Ferrer et la sombre tragédie de Montjuich. Le fondateur de l'École moderne de Barcelone sera glorifié par l'écran, pour que les générations se souviennent du fusillé de l'intolérance religieuse.

Biribi, c'est l'affaire Aernoul-Roussel qui sera reconstituée, un drame émouvant et véridique projeté sur l'écran, un drame où le peuple du travail vibrera à la vue des tortures infligées à un homme de sa classe [...].

Cela ne se fait pas sans argent – l'Assemblée générale, dans sa réunion du 17 mai, a décidé de créer des « bons de prêts » de 5 F, remboursables par voie de tirage à partir de juillet 1915.

Le conseil d'administration qui a reçu le mandat de poursuivre l'édition de ces films, pour les donner au public au début de l'automne, croit que son appel sera entendu. Les bons de prêts vont être incessamment expédiés aux groupements d'avant-garde et à quelques personnalités sympathiques à l'œuvre d'éducation du Cinéma du peuple. Il prie les organisations et les citoyens de faire leur possible pour eux-mêmes ou pour des personnes de leur entourage ces

Alexander Granach un acteur libertaire, inconnu des anarchistes connu des cinéphiles

Alexander Granach est né à Werbovice en Pologne le 18 avril 1893. Il se rend à Londres dès 1905 et y crée avec d'autres anarchistes une troupe de théâtre. Il y rencontre dans ces années-là, Malatesta, Kropotkine et surtout Rudolf Rocker exilés comme lui. Il commence une grande carrière cinématographique dès 1920 à Berlin en tournant dans *Nosferatu* de Murnau (1921), *la Tragédie de la mine de Pabst* (1931), puis aux USA *Ninotchka* de Lubitsch (1939), l'un de ses derniers films sera *Pour qui sonne le glas* de Sam Wood (1943).

En 1927 il donne de l'argent aux anarchistes espagnols Durruti et Ascaso pour leur permettre de se réfugier en Belgique. Il tient également le rôle principal dans la pièce de théâtre *Staatsraison* (raison d'État)

écrite par son ami, le poète anarchiste allemand Erich Mühsam (qui sera torturé puis exécuté par les nazis en 1934). Cette pièce est un vibrant hommage en faveur des deux anarchistes italiens Sacco et Vanzetti en même temps qu'une dénonciation de la machine judiciaire américaine.

Alexander fuit les persécutions antisémites du régime hitlérien en 1933. Il meurt à New York lors d'une intervention chirurgicale le 14 mars 1945.



Alexander Granach
et
Erich Mühsam

Eric Jarry

E. J.

bons de prêts. C'est faire de la bonne propagande que de permettre à un cinéma populaire de continuer sa bonne besogne.

Que l'on aide le Cinéma du peuple à être le contre-poids des cinémas orduriers, qui font partout, dans les villes, comme dans les campagnes, par des films souvent malsains une propagande, d'abrutissement de la classe ouvrière et paysanne.

Le conseil d'administration. »

Le local du Cinéma du peuple, situé 67, rue Pouchet dans le 17^e arrondissement de Paris, était un des plus grands locaux de la CGT, appelé Maison des syndiqués. Construit en 1909 par divers corps de métier, ses murs intérieurs étaient recouverts de fresques à la gloire du prolétariat peintes par Jules Granjouan. Au deuxième étage, avait été bâtie une salle de spectacles pouvant contenir 600 places.

Gustave Cauvin loua son propre appareil de projection au Cinéma du peuple. Pour ce qui est de la caméra et des opérateurs, on fit appel à la société Rapid'Films de Bernard Natan qui était situé au 6, rue Ordener dans le 18^e arrondissement. Natan s'associa, à la fin des années 20, avec Pathé (qui devint Pathé-Natan). La crise de 1929 mit en difficulté cette entreprise qui avait des succursales aux USA. On accusa à tort Gustave Cauvin, il fut mis en prison et étant d'origine juive, l'administration de Pétain le livra aux nazis. Il mourut peu après en camp de concentration.

L'opérateur de Natan était assisté d'Henri Sirolle, secrétaire des cheminots anarchistes, qui prenait des leçons pour devenir plus tard l'opérateur du Cinéma du peuple.

Bidamant recevait un courrier volumineux et devint permanent à raison d'un salaire de 100 F par mois. Un anonyme italien envoya 10 000 F, Robert Guérard vendit ses chansons au profit du Cinéma du peuple. Au mois de mars 1914, la location des films rapporta 600 F. Une filiale du Cinéma du peuple fut créée à Amiens.

On projette de faire paraître une seconde partie du film sur la Commune mais l'édition en sera retardée jusqu'à ce que le Cinéma du peuple ait payé la somme de 500 F à M. Natan qui a fait la 1^{re} partie.

L'activité débordante de cette coopérative ce cessa qu'avec le premier conflit mondial, et interrompit bien des projets. Voici l'un d'eux, publié en mars 1914 dans *la Bataille syndicaliste* : « Le Cinéma du peuple prendrait un film de la confection de *la Bataille syndicaliste*, d'un bout de sa confection à l'autre : administration, rédaction,

imprimerie, etc. Ainsi combien de gens qui ignorent tout de la confection d'un quotidien seraient intéressés et aussi combien *la Bataille syndicaliste*, elle-même tirerait avantage de cette propagande moderne le cinéma ! Pour tourner un film ainsi ça coûte et l'on sait que si le Cinéma du peuple n'est pas riche, *la Bataille syndicaliste* ne l'ait pas davantage. Cependant l'idée est retenue et nous allons nous mettre d'accord et à l'œuvre pour réaliser cette intéressante proposition. »

À propos des *Misères de l'aiguille* (des extraits seront diffusés à la Cinémathèque française), Armand Guerra rapporte un détail fort intéressant : parmi de très belles scènes, il y en a une prise sur le vif à l'intérieur d'une imprimerie de Paris interprétée par les fondateurs du Cinéma du peuple.

Cette aventure ne fut pas sans émotion, Armand Guerra, encore lui, raconte la première présentation de son film *la Commune* le 18 mars 1914 au palais des Fêtes de la rue Saint-Martin :

« La spacieuse salle était comble. Plus de 2000 personnes assistèrent à la fête [...] Parmi l'assistance, il y avait une véritable légion de vieux combattants de la Commune qui sont et continueront à être des révolutionnaires tenaces jusqu'à la mort, malgré leur grand âge, car ils gardent en eux l'impérissable souffle des combats des barricades. Comme ils sont émouvants les vieux communards qui occupent les sièges des premiers rangs de la salle, tous groupés, avec leurs têtes blanches, les traits durcis par les implacables rides de la vieillesse. Leurs noms circulent de bouche en bouche parmi la foule bigarrée de spectateurs et quand la première salve d'applaudissements résonne dans la salle, ces héros de la révolution nous expriment leur reconnaissance les yeux remplis de larmes, larmes de consolation en voyant qu'aujourd'hui encore, le peuple parisien se rappelle ceux qui ont combattu pour la liberté et ont vu tomber à leurs côtés d'innombrables frères de lutte, fauchés par le plomb de la soldatesque... Ce même peuple qui les admire serait-il capable de les imiter ? »

Parmi les films présentés à la Cinémathèque française, il en est un qui le sera pour la première fois au monde. Il s'agit de brèves images muettes tournées lors du congrès de la CNT de 1931 à Madrid. On peut y reconnaître : Rudolf Rocker, Augustin Souchy, Valeriano Orobón Fernandez, Diego Abad de Santillán, Albert De Jong, Albert Jensen... À ne rater sous aucun prétexte !

Jean Vigo

Jean Vigo naît le 24 avril 1905 à Paris de parents anarchistes. Sa mère, Emily Cléro et son père Eugène Bonaventure de Vigo – l'un des fondateurs de l'hebdomadaire *la Guerre sociale* plus connu sous son pseudonyme Miguel Almeréya –, l'emmènent fréquemment de réunions en meetings. Jean Vigo est parfois confié à Janine Champol, ancienne communiste et libertaire, qui s'occupera plus tard de la propre fille de Jean Vigo.

Lorsque Almeréya est arrêté en août 1917 et meurt quelques jours plus tard en prison, où l'enquête conclut à un suicide, Jean Vigo est alors confié à ses grands-parents de Montpellier, qui le font inscrire en pension sous un faux nom à Nîmes, puis à Millau. Pendant ces années là qui lui inspireront *Zéro de conduite*, Gabriel Aubès, son grand-père, photographe de métier, l'initie aux techniques de la photographie.

En 1924, il réussit son bac et reprend contact avec les anciens amis de son père, Fanny Clar, Fernand Després et Francis

Jourdain. Désireux de faire du cinéma, ce sont eux qui le mettent en relation avec ce milieu. Depuis quelques années, des ennuis de santé aux poumons l'obligent à des séjours réguliers en clinique. C'est au cours de l'un d'eux, à Font Romeu, qu'il fera la connaissance d'Élisabeth Losinska dit Lydu et qu'il épousera à Nice en janvier 1929. C'est là même qu'il tourne son premier film *À propos de Nice* en compagnie d'un opérateur Boris Kaufman, le frère de Dziga Vertov qui le suivra dans tous ses autres films. À l'occasion d'une des projections de ce film, Vigo prononcera une causerie intitulée Vers un cinéma social : « Se diriger vers le cinéma social, ce serait consentir simplement à dire quelque chose et à éveiller d'autres échos que les rots de ces messieurs-dames qui viennent au cinéma pour digérer [...] ce documentaire social se distingue du documentaire tout court et des actualités de la semaine par le point de vue qu'y défend nettement l'auteur. » Il accepte en 1931 de tourner un court métrage *Taris ou la natation*. L'expérience acquise des images sous l'eau lui servira plus tard dans *l'Atalante*. Parallèlement, Vigo s'occupe activement à Nice d'un ciné-club qu'il a fondé : Les amis du cinéma. Il y fait découvrir les films d'Hans

Richter, de Joris Ivens, d'Henri Storck, de Jean Painlevé, d'Eisenstein... « Nos adhérents peuvent juger dans leur version intégrale les versions cinématographiques mutilées ou interdites par la censure. »

En 1933, Vigo tourne *Zéro de conduite*, film plein d'humour et corrosif où les enfants d'une école s'en prennent aux autorités. L'aspect subversif du film le fera interdire jusqu'en 1945. Jean Dasté (1904-1994), qui joue le rôle du surveillant dans ce film, et qui jouera également dans *l'Atalante*, était un militant anarchiste de Saint-Étienne.

Par crainte d'une nouvelle censure, Vigo abandonnera à contre cœur un projet assez avancé : *l'Évadé du bagne*. Le scénario écrit avec Eugène Dieudonné retraçait en partie la vie du bagnard. Dieudonné, qui connaissait la famille Vigo depuis longtemps pour lui avoir fabriqué des meubles quand il était menuisier, devait y jouer son propre rôle.

En 1934, Vigo accepte finalement de tourner *l'Atalante* d'après un récit banal, une histoire de marins, mais sa façon de le raconter en fera un des chefs-d'œuvre du cinéma. Jean Vigo tombe gravement malade, il consacra ses dernières forces au montage du film. Il meurt le

5 octobre 1934.

Depuis 1951, un prix Jean Vigo est décerné à des auteurs de film « qui se caractérisent par l'indépendance de leur esprit et la qualité de leur réalisation ».

Deux documentaires ont été consacrés à Jean Vigo : *Cinéastes de notre temps : Jean Vigo*, un film de 1964 (1 h 30) réalisé par Jacques Rozier construit à partir de nombreux témoignages : ceux de Claude Aveline, Maurice Bessy, Georges Causat, Jean Dasté (1904-1994), Charles Goldblatt, René Lefèvre (1898-1991), Jean Lods, Gilles Margaritis, Pierre Merle, Jacques-Louis Nounez, Jean Painlevé (1902-1989), Dita Parlo (1906-1971), Pierre Prévert (1906-1988), Albert Riéra, François Truffaut (1932-1984). C'est d'ailleurs le seul documentaire qui comporte une interview de Riette Maîtrejean.

Un documentaire de 26 minutes réalisé en 1979 par Claude-Jean Philippe, *Jean Vigo ou la fièvre de l'instant* évoque l'œuvre de Jean Vigo comme une révolte dans la continuité de celle de son père. C'est un hommage émouvant à Vigo illustré par des photos et des extraits de ses films.

E. J.

Dans le monde

À propos de la globalisation capitaliste

Traduttore, traditore, les traducteurs sont des traîtres

Peu après l'affaire de Gênes, nous avons sollicité de Noam Chomsky une contribution à ce sujet. Son emploi du temps ne lui permettant pas d'écrire spécialement pour nous, il nous adressa le texte d'une assez longue interview qu'il avait donnée, peu avant les événements, au journal italien *La Repubblica*. Il ignorait si cette interview avait été publiée.

Nous avons vérifié. *La Repubblica* a, en effet, sorti un papier, signé Anaïs Ginori. Mais cet article extrêmement court, se contente de reformuler quelques phrases de Chomsky, principalement des réponses polies à des questions peu précises (« Que pensez-vous des médias ? » « J'ai beaucoup écrit là-dessus, je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit. »), et des paroles « off », c'est-à-dire prononcées en dehors de l'interview proprement

dite. Noam Chomsky citerait Sartre comme modèle de révolte. Invérifiable.

C'est donc une pièce inédite à notre connaissance, au moins en français, que vous allez lire. Cela dit, nous aussi avons eu nos petits soucis de traduction. Le linguiste qu'est Chomsky vous confirmerait sans doute que tout n'est pas traduisible d'une langue à l'autre, et que les mêmes mots peuvent véhiculer des contenus différents, selon qu'ils sont prononcés en anglais ou en français. Nous avons choisi de traduire au plus près du texte, quitte à porter la responsabilité de certaines lourdeurs de style.

Max

Un parlement virtuel

L'expression « sénat virtuel » n'est pas de moi. Je l'emprunte au vocabulaire standard de l'économie internationale. On sait depuis longtemps que la liberté de circulation du capital crée un « parlement virtuel » d'investisseurs et de bailleurs de fonds, qui soumettent les politiques gouvernementales à un « référendum permanent », exerçant un « droit de veto » sur celles qui ne leur plaisent pas. Ce veto se manifeste par la fuite des capitaux, les attaques sur la monnaie, qui provoquent une hausse des taux d'intérêt (plongeant ainsi les économies dans la récession), et divers autres moyens. Cela crée ce que les économistes internationaux ont appelé une « énigme de la double circonscription » : les gouvernements ont deux circonscriptions [constituency, qui désigne plus un corps électoral que des limites géographiques, ndt], les électeurs d'une part, et le « parlement virtuel » d'autre part, lequel acquiert une puissance énorme lorsque les flux spéculatifs à court terme atteignent des niveaux astronomiques, dominant même les économies les plus puissantes, comme c'est le cas depuis le démantèlement du système de Bretton Woods dans les années 1970. Ce sont en partie ces raisons qui ont poussé les organisateurs du système de Bretton Woods, les USA et le Royaume-Uni, dans l'après-guerre, à imposer des règles autorisant des contrôles sur les mouvements de capitaux et la régulation des monnaies dans des limites étroites. L'utilité, bien comprise et explicitement formulée, était de donner aux gouvernements (et donc aux peuples, pour autant que les gouvernements sont démocratiques) la possibilité de mener des politiques grosso modo social-démocrates, auxquelles le capital privé est peu favorable. Une autre raison était la supposition, que les vingt-cinq dernières années ont confirmé, que la libéralisation de la finance serait dommageable à l'économie prise dans son ensemble.

On peut difficilement nier que les États, y compris ceux du G8, sont sensibles à la distribution interne du pouvoir. Les luttes populaires ont pu, à travers le temps, étendre l'influence de la grande majorité, et ont toujours eu à faire face à la résistance d'un pouvoir concentré entre quelques mains, doué d'une forte conscience de classe et menant sans répit la guerre de classe. Ce pouvoir cherche constamment à lancer des contre-offensives. Il n'y a à la rigueur de secret, en tout cas pas dans les démocraties occidentales. Nous vivons une période de régression du point de vue de la substance de la démocratie et des droits humains élémentaires, une période de contre-offensive qui cherche à restreindre le champ public, le champ des choix démocratiques, et à mettre les décisions entre les mains de

concentrations de puissance privées irresponsables – en fait des tyrannies privées qui ne doivent aucun comptes au public, en dehors de mécanismes de régulation qui sont, eux aussi, sous le feu de l'attaque. Un prétendu « néolibéralisme » sert de cadre général à de telles attaques, même si ce mot est trompeur : les mesures ne sont pas « nouvelles », et elles auraient scandalisé les fondateurs du libéralisme classique, Adam Smith par exemple. La libéralisation de la finance n'est qu'un des dispositifs à l'œuvre dans ce combat. Il y en a beaucoup d'autres. Le transfert des « services » [services publics, ndt] (c'est-à-dire toutes les fonctions gouvernementales standard) dans les mains du privé, que les grandes puissances négocient actuellement, est un autre de ces mécanismes, sous la rubrique « commerce des services » (même si cela a peu à voir avec le « commerce », dans aucun des sens sérieux du terme).

Comme on pouvait s'y attendre, ces attaques ont rencontré une résistance populaire substantielle à travers le monde. Les précédents historiques sont nombreux. Je crois qu'il est équitable de dire qu'il y a eu, à travers le temps, des progrès considérables dans l'extension du domaine de la liberté et de la justice, mais cela n'a jamais été facile, et il y a des périodes de régression. C'est une lutte sans fin, qui prend sans cesse de nouvelles formes, mais dont la continuité fondamentale à long terme ne doit pas nous échapper.

Sida, propriété intellectuelle, fossé technologique, dette du tiers-monde... et le futur

Chacune de ces questions mérite un essai, et tout commentaire bref serait hautement insuffisant. Pourtant, avec cet avertissement, voici quelques commentaires brefs.

La crise du sida est très grave pour les pauvres. L'Afrique, à elle seule, comptera peut-être des dizaines de millions d'orphelins du sida dans la prochaine génération. Il y a des mesures disponibles pour juguler cette catastrophe. Les estimations les meilleures disent qu'il faudrait dix ou quinze milliards de dollars par an pour fournir des médicaments et un système de santé organisé. De telles sommes sont ridicules pour les pays riches. Nous devons aussi garder à l'esprit que l'Europe d'abord, puis les États-Unis, portent une large part de responsabilité dans la destruction de l'Afrique. Ils lui doivent des dédommagements massifs, pas une simple aide. Si les élites européennes et américaines n'ont pas l'honnêteté d'affronter ce fait, elles devraient au moins être désireuses d'apporter leur assistance. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'aide étrangère en provenance des pays riches, tou-

jours mince et dans une grande proportion une forme de promotion pour les exportations, fut réduite drastiquement ; pas dans tous les cas, mais généralement. Celle des États-Unis disparut quasiment. Le peu qu'il en reste va principalement à un pays riche, Israël, et à l'Égypte dans l'exacte mesure où elle soutient avec Israël la politique moyen-orientale des USA. Ce déclin rapide révèle tragiquement le profond cynisme des élites européennes et américaines : la prétention qu'elles avaient eu de s'inquiéter d'eux s'évanouit rapidement quand les pauvres eurent perdu le peu d'influence que la guerre froide leur avait donné.

Ce n'est pas une surprise. La fin proche de la guerre froide fut saluée, en décembre 1988 dans une revue de fin d'année du *New York Times*, par un vieux membre de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Un des grands avantages qu'il y voyait était que les USA pourraient « en finir avec la manipulation de l'Amérique par les nations du tiers-monde », « résister aux demandes d'aide injustifiées du tiers-monde », et « être dans une meilleure position de négociation vis-à-vis des débiteurs douteux du tiers-monde ». On exprimerait difficilement mieux le cynisme de la culture occidentale, laquelle ne cesse de se louer de son incroyable attachement aux « principes et aux valeurs ». Ce cynisme est souligné en l'espèce par ceci que cette déclaration remarquable ne provoqua pas de réaction. J'ai écrit à ce sujet, mais je ne me rappelle de rien d'autre. De toute évidence, cela est considéré comme tout à fait normal.

Le « droit de propriété intellectuelle » fait référence à l'un des éléments les plus protectionnistes des principes fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce. À la requête des États les plus riches et les plus puissants, l'OMC édicta des règles très sévères concernant les brevets, protégeant autant les produits que les *process* de fabrication, sacrifiant l'innovation et la croissance pour permettre aux grosses sociétés de fixer à long terme des prix de monopole. Le but est de s'assurer que la connaissance et la technologie du futur seront sous le contrôle des concentrations de puissances privées dans les riches sociétés.

Les pays riches d'aujourd'hui n'auraient pas toléré un tel régime un seul instant quand ils gagnaient leur place au soleil, et ils s'occupent maintenant de refuser les moyens de développement aux autres. Ce n'est qu'un mécanisme parmi d'autres, peut-être plus dramatique parce qu'il constitue une violation radicale des principes élémentaires du libre échange. Les grosses sociétés clament que ces droits leur sont nécessaires pour investir en Recherche et

OGM De quel côté se trouve le totalitarisme ?

Développement (R & D). C'est pour une grande part frauduleux. Une partie importante de la R & D est socialisée, dérivée du secteur public dynamique que toute économie majeure possède, notamment aux États-Unis. Pour l'industrie pharmaceutique, par exemple, les quelques analyses sérieuses faites par des économistes laissent apparaître que si les fonds publics pour la R & D étaient augmentés de 100 %, détruisant les arguments pour le protectionnisme, et les laboratoires obligés de vendre leurs produits au prix du marché, les avantages pour le consommateur seraient stupéfiants. Mais de telles considérations sont hors de propos, parce que la grande priorité est de servir les intérêts des puissants et des privilégiés. On peut faire des remarques similaires à propos du fossé technologique [entre les pays riches et pauvres, ndt].

La « dette du tiers-monde » est pour beaucoup une construction idéologique, et pas un fait économique. La plus grande partie en pourrait être éliminée en ayant recours au principe capitaliste qui veut que celui qui emprunte est supposé payer, tandis que celui qui prête prend le risque de ne pas être remboursé. En fait, le système actuel donne aux prêteurs une sorte d'assurance tous risques, par le biais du FMI qui socialise la dette quand elle n'est pas payée. Et ce système exige que la dette soit acquittée, non par les secteurs riches, les dictateurs militaires et ceux qui ont emprunté l'argent (et en ont réexpédié la plus grosse part à l'étranger, ou l'ont utilisée pour des dépenses de luxe et autres gaspillages), mais par les pauvres qui n'ont jamais, eux, contracté de dette, et généralement n'y ont rien gagné, ou presque. Si même on considère les principes capitalistes trop radicaux, la dette pourrait être en grande partie effacée en usant d'un principe de droit international, inauguré par les USA après la conquête de Cuba (ce qu'on appelle la « libération de Cuba ») en 1898. Très raisonnablement, les États-Unis annulèrent la dette de Cuba à l'Espagne, et refusèrent de la payer, sur la base de ce qu'il s'agissait d'une « dette inique », imposée par la force, sans consentement. Les États-Unis usèrent du même procédé lorsqu'ils firent la conquête des Philippines quelques années plus tard, et le principe a été entériné depuis par le droit international, sur l'initiative des USA. L'actuel directeur exécutif américain du FMI, Karen Lissakers, soulignait, il y a quelques années dans une étude académique, que si ce principe raisonnable était invoqué, la plus grande partie de la dette du tiers-monde disparaîtrait.

À propos de l'avenir, il faut agir, pas spéculer. Il n'y a pas de limites connues à ce qui peut être fait. Ce qui manque, c'est la volonté, pas la possibilité — au moins pour ceux d'entre nous qui avons une portion de privilège et de pouvoir, une vaste partie de la population des sociétés riches.

Les maîtres de l'univers au banc des accusés

Le programme des « maîtres de l'univers », comme le *London Financial Times* les appelle (avec seulement une pointe d'ironie), rencontre naturellement la résistance de vastes secteurs de la population du globe. Une contestation massive a lieu dans une grande partie du Sud depuis des années. Même les gouvernements du Sud, qui pourtant sont loin de refléter l'opinion publique à cet égard, ont amèrement protesté contre les règles éco-

nomiques internationales édictées par les riches. *La Déclaration du sommet du Sud* en avril 2000 exprima cette opposition de façon très claire et détaillée. Ce sommet était la plus grande réunion jamais tenue par le G77 (maintenant 133 pays), représentant à peu près 80 % de la population mondiale. Il fut ignoré, naturellement, aux USA, en dehors de quelques remarques désobligeantes. En Europe de même, à ma connaissance. Les organisations populaires de masse du Sud sont bien plus franches dans leur opposition à ces arrangements, et sont aussi ignorées des puissants. Les protestations sont plus difficiles à ignorer quand elles atteignent Seattle et d'autres villes du Nord, en particulier lorsque s'exprime une solidarité Nord-Sud croissante, et que s'y mêlent des groupes populaires qui avaient rarement collaboré par le passé, et s'étaient souvent témoignés de l'hostilité : les écologistes et les syndicats ouvriers par exemple.

Le « gouvernement mondial » était au banc des accusés bien avant Seattle. Simple-ment, la contestation mondiale est bien plus dure à ignorer lorsque des régions riches et privilégiées s'y impliquent ouvertement.

Ceux qu'on nomme les « nouveaux rebelles » sont les anciens rebelles, une grande majorité de la population. C'est pour une bonne raison que la politique économique internationale est exclue du débat politique aux États-Unis. Cette raison, bien comprise, est que l'opinion publique majoritaire est opposée à la position du monde des affaires, jusque dans les médias et les deux fractions politiques. Pour la même raison, il est hautement prioritaire pour le patronat et les autres élites de faire passer des lois à la va-vite, qui permettent aux accords internationaux d'être ratifiés dans le plus pur style stalinien : élaborés en secret par l'exécutif, votés par le Congrès sans discussion. Si ces questions atteignent le public, il y aura du grabuge. Le *Wall Street Journal* se lamente : les opposants à ces arrangements disposent d'une « arme absolue » : le grand public. Il est important que cette arme ne soit pas sortie de son étui.

Non seulement le mot « nouveaux » est incorrect ; le terme « rebelles » l'est aussi. Il est plus précis, à mon avis, de définir les rebelles avec les mots de Tom Paine, il y a deux cents ans, dans des pamphlets qui inspirèrent et défendirent la révolution américaine contre la domination britannique. Les « rebelles », écrit-il, « reprennent des droits » qui sont « inaliénables, héréditaires », enracinés dans notre nature, droits qui ont été « perdus par conquête et tyrannie » qui a « dépossédé l'homme de ses droits ». Les rebelles, espérait-il, ouvraient « une nouvelle ère » à la race humaine, et défendaient « la très grande majorité de l'humanité ». Le résultat fut très éloigné de ses espérances, mais ses sentiments gardent toute leur puissance, je pense.

Noam Chomsky

Rome, le 3 juin 2001

**Abonnez-vous !
Abonnez-vous !**

Le mois d'août dernier a vu resurgir une nouvelle polémique sur les OGM. Des militant(e)s anti-OGM (Confédération paysanne, Verts, ATTAC, des associations de producteurs biologiques, familiales, consommateurs, parents d'élèves et des citoyens non organisés) ont fauché avant l'heure des champs de maïs transgéniques. Accusés par les médias de vandalisme et de rétrogrades, la Confédération paysanne a tenu à éclaircir quelques points sur le sujet lors d'une conférence de presse, le 5 septembre 2001.

Depuis longtemps, la Confédération paysanne n'a cessé de demander la transparence des études menées sur les produits transgéniques (Organisme génétiquement modifié). Petit rappel : c'est lors de leur première action contre le dépôt de maïs transgénique à Nérac que l'affaire devint publique. Car, en effet, certaines de ces études sont menées en plein air et peuvent risquer de nous retrouver devant une situation incontrôlable et irréversible. C'est pourquoi elle considère ses actions non pas comme de la destruction pure et simple de récolte mais bien comme une mesure de précaution que le gouvernement aurait dû prendre seul. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'à Colmar, l'INRA n'a pas attendu les militant(e)s anti-OGM pour sacrifier ses plants de vignes transgéniques, ni même certains semenciers qui ont pris la peine de broyer leurs champs avant la récolte.

Ce principe de précaution est dans la plupart des réponses que la Confédération paysanne apporte aux questions des journalistes. Aux reproches face à son refus du progrès médical à travers les OGM (polémique sur la mucoviscidose), elle répond qu'elle n'est pas contre les essais à visée médicale mais qu'ils ne légitiment pas de faire courir des risques inconnus aux voisins. On lui reproche de s'attaquer à la propriété privée, elle répond qu'en refusant l'extension du camp du Larzac on ne s'est pas demandé si cela portait préjudice au paysan prêt à vendre sa terre à l'armée. De même, la Confédération paysanne se demande même si on peut encore appeler paysan celui qui loue son champ pour la privatisation de quelque chose qui est patrimoine mondial de l'humanité ?

Dernière information : le gène Terminator qui fit couler tant d'encre ces dernières années vient de recevoir son autorisation de mise en culture pour 2003 par le département américain de l'agriculture (USDA). Il est l'expression du totalitarisme en matière agricole, puisqu'il empêchera toute possibilité de reproduction de la plante, et entraînera une dépendance forcée du paysan vis-à-vis de son fournisseur.

Devant le laxisme du gouvernement, les militant(e)s anti-OGM ont envoyé un ultimatum. Celui-ci a été mis en demeure d'arrêter les essais de culture de plants transgéniques avant le 15 août. N'ayant pas reçu de réponse, les militant(e)s ont fauché huit parcelles de maïs (plante particulièrement rentable pour les semenciers). Mais la tâche ne semble pas aisée. En effet, un essai peut se réaliser sur une ou plusieurs parcelles et inversement une parcelle peut contenir un ou plusieurs essais. Autant dire que c'est un travail de titan et que les militant(e)s ne savent jamais si lors d'une action ils ont éradiqué tous les plants concernés. En outre, la réaction ne s'est pas fait attendre. Un certain nombre de militant(e)s ont été convoqué(e)s, parfois interrogé(e)s et gardé(e)s à vue. Les actions sont de plus en plus difficiles car les forces de l'ordre prévenues (une conférence de presse est réalisée avant chaque action) sur la demande express des semenciers et de la FNSEA empêchent l'accès des sites visés.

À cela, la Confédération répond par un changement de stratégie. Bien-tôt, les récoltes seront terminées et elle compte tourner ses actions en direction des entreprises et des stocks. Le gouvernement ne sera pas oublié puisqu'une lettre ouverte demandant un débat national lui sera adressée.

De mon côté, la position est nette. S'il est vrai que tous les partenaires de ces actions n'ont pas une position claire au niveau national, individuellement les acteurs savent que le moment est grave et qu'il faut se mobiliser au-delà des divergences et même parfois contre les tergiversations de leurs dirigeants.

Le Monde libertaire restera un bon lieu pour que s'expriment les différents avis sur la question. Quant au reste, c'est sur le terrain que nous nous retrouverons.

No pasaran !

François du groupe de Montreuil

Explosion à Toulouse

Le fanatisme guerrier tue, le capitalisme aussi

Depuis des années, la population de l'agglomération toulousaine dénonce la présence à l'intérieur même de Toulouse de la véritable pétrolière que constitue l'ensemble pétrochimique situé dans la partie sud de la ville.

Depuis des années, les responsables publics ou privés de ces sites industriels s'évertuent à nous faire croire que toutes les mesures utiles pour protéger la population contre d'éventuels risques sont prises et qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Depuis des années, ils savent qu'ils font vivre une agglomération de plus d'un million d'habitants assise sur 6000 tonnes de nitrate d'ammonium entre autres substances hautement explosives. Dans le même site on sait que la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) fabrique les carburants de la fusée Ariane et stocke du phosgène, un gaz de combat qui a fait ses preuves dans les tranchées de 14-18.

Risque maximum, protection minimum

Tous les jours des centaines de milliers de personnes longent ce site, travaillent à proximité, vont à l'école, habitent à quelques centaines de mètres de cette poudrière.

Les responsables de la protection de la population qui sont en charge de gérer ce risque industriel maximal, se sont donné le minimum de moyens pour faire face à des éventualités délibérément minimisées.

Les sirènes qui ont pour but de diffuser des alertes sonores codées sont essayées tout les premiers mardis du mois : elles n'ont pas sonné vendredi vers 10h30. Quant à l'organisation des évacuations et au passage des consignes immédiates à l'ensemble de la population : zéro pointé. Sauve qui peut et chacun pour sa peau !

Retenez chez vous et fermez les fenêtres !

Voilà tout ce que les autorités ont pu conseiller aux centaines de milliers de gens qui ne pouvaient évidemment pas rentrer chez eux et qui de toute manière n'avaient plus que des fenêtres explosées à fermer !

Les Toulousains (dont chacun a pensé que l'explosion avait lieu sous ses pieds) ont sans aucun doute échappé au pire pour la plupart d'entre eux. Cette chance, il la doit au hasard de la vie et de la mort et à rien d'autre. Il est clair que ce vendredi 21 sep-

tembre aux environs de 10h30 nous n'avons pas dû notre salut à un quelconque plan de protection et d'évacuation.

Info spectacle efficace, infos utiles ignorées

Les chaînes de télé nationales et les radios se sont mises instantanément à raconter les spectaculaires événements en cours à Toulouse. Quelques jours après les attentats de New York les machines à spectacle étaient bien rodées.

Les dizaines de milliers de gens qui avaient été priées de quitter immédiatement leur lieux de travail en voiture ont eu beau zapper sur leurs autoradios dans l'espoir d'être informés utilement : coincés pendant des heures dans les embouteillages, ils ont eu droit aux mêmes informations superficielles que les Lillois à 1000 km de là !

Seule exception, la chaîne locale Télé Toulouse s'est montrée à la hauteur en faisant tout ce qui était en son pouvoir pour informer intelligemment et largement. Dommage pour nous, peu ont déjà la télé dans leurs voitures !

Ne comptons que sur nous-mêmes

Les secours aux blessés sur les abords immédiats du drame ont été exemplaires. Remercions aussi tous ceux et celles qui se sont mobilisés et dépensés sans compter pour faire face à cette catastrophe.

Cela ne doit pas nous faire oublier qu'il y a des responsables qui devront rendre des comptes, mais, plus encore, il est clair que la population civile ne peut et ne doit compter que sur elle-même pour éviter que de nouveaux drames ne surviennent.

Des centaines de milliers de vies sont mises délibérément en danger tous les jours à Toulouse et ailleurs pour que l'industrie tourne en maximisant ses bénéfices, avec l'aide bienveillante des pouvoirs publics.

Nous appelons la population à se mobiliser pour mettre un terme à la logique qui nous conduit du profit financier à la mort. Ici ou ailleurs.

**Union régionale Sud-Ouest
de la Fédération anarchiste**

Rentrée scolaire avec accrocs

Douze millions d'élèves et près de 900 000 enseignants ont repris les cours début septembre. Une rentrée que Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, aurait souhaité sans accrocs. Au contraire, on est loin du compte. Pour combler les déficits en personnels éducatifs, l'administration a embauché près de 6000 contractuels dans le secondaire et, dans le primaire, plus de 1600 candidats aux concours de professeurs des écoles ont été recrutés sans bénéficier de formation particulière... une pratique ancienne rue de Grenelle...

Pénurie de personnels et recours aux précaires

La gestion de la pénurie, le recours aux personnels précaires, et donc corvéables (embauche en septembre, licenciement en juin de l'année suivante) est une activité à temps plein des recteurs et des hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale. C'est chaque année le même scénario. Seulement, Jack Lang est plus malin que son prédécesseur, Claude Allègre, il n'a pas attendu « les tout premiers jours de septembre » pour embaucher des contractuels.

Cette gestion à court terme provoque des réactions. Depuis le 6 septembre, des occupations d'école ont eu lieu dans de nombreux départements. En Ardèche, la moitié des établissements scolaires était en grève le jour de la rentrée pour réclamer des postes supplémentaires pour le département. Dans le Rhône, mardi 11 septembre, 300 personnes ont participé à un rassemblement devant l'Inspection académique pour exiger « un plan d'urgence ». Mêmes démarches en Moselle, dans l'Eure, la Drôme, la Haute-Savoie... mêmes revendications : « Des postes supplémentaires ! »

Grèves pour obtenir des postes supplémentaires

À l'Institut universitaire de formation des maîtres à Albi, dans le Tarn, ce sont les élèves-professeurs des écoles qui ont manifesté pour exiger la « création urgente » de maîtres-formateurs. Le 27 septembre, c'est au tour des aides-éducateurs de descendre dans la rue. Là encore, les pratiques ministérielles sont dénoncées : formation insuffisante, perspective de carrière nulle.

Pas étonnant que l'administration soit confrontée à une « crise de vocations » (cf. *le Monde* du 20 septembre 2001). Afin de pallier les nombreux départs à la retraite des personnels enseignants, le ministère a programmé « le recrutement de 165 000 professeurs ». Manque de chance, les candidats aux concours sont de moins en moins nombreux. Le métier d'insti ou de prof ne fait plus rêver. Salaires peu attractifs, hiérarchie pesante (système de notations infantilisant), inégalités des outils pédagogiques selon que l'on soit enseignant à Paris ou à Montreuil... Tout est fait pour détourner les candidats du « plus beau métier du monde ».

Réduire le temps de travail : une exigence

La France est un des pays en Europe où le temps de travail des instits est le plus lourd. Selon les chiffres du ministère, la durée hebdomadaire de travail des enseignants du primaire est de 42h18. Aux 26 heures « face aux élèves », il faut ajouter la préparation de classe, la correction des cahiers et devoirs, les surveillances et animations de récréations et d'études...

Autre sujet : les nouveaux programmes. Sous la présidence de Philippe Joutard, historien, le groupe d'experts chargés du projet d'élaboration des programmes

du primaire vient de rendre sa copie. Chaque école devra, avant la fin du mois, donner son avis. Dans les faits, les grandes orientations sont d'ores et déjà fixées.

Nouveaux programmes, nouveaux problèmes ?

La priorité est donnée à l'oral dès la maternelle jusqu'au CM2, notamment « par le biais des récitations et des lectures à haute voix ». Une évaluation des élèves est introduite en grande section de maternelle et au cours préparatoire (en complément de celle de CE2). Une place non négligeable est demandée aux activités de socialisation (maternelle) et d'éducation à la citoyenneté (CP/CM2). Sans oublier l'apprentissage d'une langue vivante, « étendu à tous les CM1 ». Des critiques sont déjà perceptibles, des formateurs s'inquiètent et n'hésitent pas à commenter ainsi ces nouveaux programmes : « Au cycle 1, c'est les langages... et la socialisation. Au cycle 3, les langages... et la citoyenneté. Entre les deux, c'est la mise au pas des élèves avec des régressions énormes par rapport aux anciens programmes : ou comment lire, c'est ne pas comprendre ! » Assistons-nous à un retour en force du b-a-ba et de l'instruction civique ? On peut le craindre... Dans les IUFEM, d'aucuns préconisent encore avec conviction la réintroduction de la leçon de morale quotidienne à l'école pour répondre aux problèmes de violence sociale !

Verra-t-on Jack Lang en hussard, debout sur l'estrade, en blouse grise, bras levé et bons points plein les poches ?

**Nada,
groupe de Montreuil**